

# LES CATASTROPHES HUMAINES, SOCIALES ET SANITAIRES DU NEOLIBERALISME ET DE LA MONDIALISATION

Soumis par Nots

18-10-2007

Dernière mise à jour : 29-11-2009

## LES CATASTROPHES HUMAINES, SOCIALES ET SANITAIRES DU NEOLIBERALISME ET DE LA MONDIALISATION

Téléchargement PDF/impression La Mondialisation de la misère généralisée et de la dégradation des conditions de vie des humains contemporains Christian Nots 2007-10-18 Aujourd'hui, la mondialisation néo-libérale s'inscrit plus que jamais dans la continuité des récurrences martiales initialisées dans l'entre-deux-guerres avec la « première tentative expansionniste avortée » du capitalisme libéral — qui s'est terminée dans le terrifiant pugilat de la deuxième guerre mondiale. Aujourd'hui, on en connaît le bilan humain et macro-économique avec environ ses 100 millions de morts ainsi que de nombreuses régions d'Europe, d'Asie du Sud-Est et de l'Afrique du Nord qui furent complètement dévastées. Le néo-libéralisme avec ses délocalisations industrielles, ses effondrements de groupes sociaux, ses fausses inflations, ses dictatures « tolérées », ses crises financières « ciblées » et intentionnelles, ses états d'exception, ses faillites d'Etat, ses guerres régionales à répétition, etc. n'améliore absolument pas le bien-être de l'humanité, si ce n'est celui de l'élite de 5 à 10 % de « nantis » et « d'hyper-bourgeois » qui est localisée principalement dans l'hémisphère Nord. Cette « prospérité généralisée » - copieusement annoncée par tous les médias occidentaux d'Etat et par l'ensemble des études prospectives des grandes institutions multilatérales et des « labos [post-] universitaires » du G8 - avait pourtant été promise aux masses affamées et anxieuses du globe. Or, aujourd'hui, face à ces prévisions mensongères et face aux dysfonctionnements caricaturaux des divers fascismes néo-libéraux contemporains, nous sommes confrontés en fait à un échec total : car, l'enrichissement prévu est resté confiné - de manière extrêmement sélective - à quelques rares pays [déjà] très riches du Nord (les pays du G8) ainsi qu'à quelques enclaves urbaines et péri-urbaines des pays [toujours plus] pauvres du Sud et de l'Est. De plus, nous sommes aussi en présence d'une véritable crise planétaire large et durable. Cette crise est mondialisée, profonde et bien plus dévastatrice que la grande dépression des années 30. Cette crise a la spécificité inquiétante et dangereuse de cumuler à la fois des « krachs » boursiers réguliers et dramatiques (« krach » du 19 octobre 1987, « krach » du 27 octobre 1997, etc.) et une dégradation générale des conditions de vie de plusieurs milliards d'êtres humains. Le « libre marché » ainsi que l'idéologie fasciste très élaborée du néolibéralisme (qui « relie » structurellement, organiquement et dynamiquement des fascismes économiques, financiers, monétaires, etc.) ne sont ni plus ni moins — que des instruments idéologiques avancés de répression et de re-colonisation économique de niveau planétaire. Pour le [pseudo-] philanthropique, néo-colonial et ultra-atlantiste G8, ces deux « méta-idéologies » sont de véritables substituts temporaires et préparatoires aux traditionnelles guerres conventionnelles. Le néolibéralisme offre un modèle idéologique-écran idéal à toute une batterie de manipulations économiques et financières et d'ingérences géo-administratives [ou transnationales] qui visent à aider tangentiellement les pays du G8 et leurs puissantes méga-institutions de la guerre (complexes militaro-industriels, FED, FMI, BM, Club de Londres, etc.) à installer une « dictature néo-libérale planétaire » sous la férule des grandes capitales de l'hémisphère Nord. Dans un avenir assez proche, ce processus obligatoire et urgent — visant à ralentir l'inévitable agonie industrielle, monétaire (risque de « dé-dollarisation » des réserves et du commerce mondiales) et commerciale des Etats-Unis et de l'Europe — pourrait si nécessaire être appuyé par le déclenchement d'une « troisième guerre mondiale-éclair » dans laquelle les Américains projettent — via leurs délirantes habitudes de toute-puissance - de neutraliser victorieusement la Chine et l'ex-URSS (qui sont aujourd'hui les « deux ennemis principaux » qui déstabilisent le plus l'hégémonie de l'Empire US). Ce « Nouvel Ordre Mondial » dissimule la tentative d'imposer une « dictature mondiale américanisée » dans laquelle les Etats-Unis deviendraient les gendarmes « délinquants » de la planète pour mieux en contrôler les ressources et le commerce. Les USA désirent ainsi affirmer définitivement leur leadership, réaliser leur rêve de « façonner » [!] un « Nouveau Monde Ethique & Américain » remodelé à l'image angélisée du « Phœnix » (&hellip;) de la Maison Blanche et géré selon leurs propres conceptions « Guantanamo », « Condorisées » et surtout « Vietnamisées ». Un tel « système militaro-concentrationnaire » porte en lui-même les germes d'un gouvernement totalitaire mondial — qui, à terme, pourrait devenir une institution cataclysmique. Cet « Exécutif Unitaire US » est déjà en train de devenir sous nos yeux la dictature internationale d'une élite de pays riches sur les pays pauvres et plus particulièrement d'un Occident martial qui sévit activement contre les pays pauvres du Sud et contre l'ensemble des mondes arabes. C'est pourquoi, l'OTAN se déploie actuellement vers l'Afrique, l'Eurasie et le Sud-Est asiatique afin d'aspirer colonieusement les matières premières prioritaires et les ressources énergétiques stratégiques. Dans ce même ordre d'idée, les problématiques de l'écologie, du terrorisme international et de la pauvreté servent opportunément aujourd'hui aux pays du G8 d'armes idéologiques pour asseoir plus facilement ce « nouvel ordre mondial ». Les premiers rouages de cette « dictature mondiale » visent à consacrer à moyen terme à la fois la victoire « unipolaire » de l'Etat fédéral US en terme géopolitique ainsi que sa victoire « oligarchique » avec une société américaine complètement re-modélisée sur le plan social. A moyen terme, celle-ci sera composée majoritairement par une masse de serfs civiques sous contrôle totalitaire au-dessus de laquelle une extrême minorité d'élites ultra-conservatrices et hyper-riches supervisera sans concession tous les pouvoirs institutionnels. Plus que jamais, cette future élite US a déjà aujourd'hui - colonieusement comme intra-politiquement - les coudees franches pour mettre le monde entier à son service et au service de sa « Civilisation Supérieure » (&hellip;). Or, les

rouges profondément fascistes de ce modèle anglo-américain - aujourd'hui déjà fonctionnelle - reposent sur des plans trop mercantiles, à trop court terme et sur des visions extrêmement restrictives de la finance mondialisée et de la spéculation boursière transnationale. Au niveau mondial, cette nouvelle forme proto-dictatoriale de la gouvernance néolibérale risque fort de déstructurer dangereusement l'ensemble des forces productives, des activités industrielles et des forces démocratiques du globe... Le « Saint-Empire autocratique et oligarchique US » - construit à l'image de l'Empire romain - est ainsi en train de produire un monde totalement morcelé et inégalitaire dont les modes d'échanges économiques et de communications transnationales sont littéralement schizophréniques sur les plans humaniste et démocratique. Les pratiques de l'Empire US conduisent ainsi de plus en plus à la balkanisation de la planète, à des affrontements migratoires Sud-Nord, à de multiples formes de terrorisme [induites essentiellement par l'empire US via le parrainage actif de centaines de « commandos sunnites » dans la plupart des pays arabes], à une dissémination judicieusement ciblée de toutes sortes d'armement et de centrales nucléaires « plutonigènes », à de futurs « krachs financiers » [1977, 1987, 1997, 2009, etc.], à de vastes catastrophes écologiques et climatiques, à l'émergence de nouvelles et très étonnantes maladies virales à tropisme [fabriquées dans nos laboratoires bactériologiques et militaires de niveau P5], etc. Les honorables méga-institutions de coercition géopolitique à géométrie variable du G8 et de l'ONU promulguent en fait depuis une trentaine d'années d'authentiques programmes de faillites mondiales à la fois pour racheter les meilleures entreprises « dénationalisées » des pays du Sud et pour re-coloniser organiquement [à nouveau] la plupart des pays en développement. Leurs fameuses mesures de stabilisation de l'économie et d'ajustements macro-économiques qui ont été appliqués et qui sont encore appliqués aux 150 pays du Sud et de l'Est en difficulté (les fabuleux « Plans d'ajustement structurels\* ») sont en fait des « black programs » de re-colonisation et de déstabilisation qui visent à avilir méta-colonialement et structurellement les 150 PED/PVD et PPTTE d'une manière définitive (qui sont aussi - rappelons-le - presque tous des ex-colonies). Ces mesures « noires » - habillées idéologiquement en mesure d'aides humanitaires, économiques ou pacifiques - s'appellent « Plans d'ajustement structurel », « Investissements Directs à l'étranger », Réformes macro-économiques, Méga-Prêts bancaires ligaturants (conditionnés à certaines obligations perverses) et libellés en dollars US, Accords généraux sur le commerce et les services, Bilans et Examens critiques des dépenses publiques, Accords généraux sur les tarifs douaniers et le commerce, Contrôle de la masse monétaire du pays « supervisé », Désindexation des salaires sous couvert de lutte anti-inflationniste, Libéralisation des prix des produits de base « pour » [!] le peuple (pain, essence, produits alimentaires essentiels, etc.), Austérité budgétaire drastique sur les dépenses publiques de santé et d'éducation, Prédation et/ou Prémption des grandes entreprises « nationalisées » d'Etat (rachetées ensuite par les « IDE » des multinationales du G8), Prémption par liquidation ou par faillite de nombreux méga-consortiums miniers, pétroliers ou minéraliers du tiers-monde mis en difficulté volontaire par la manipulation « extérieure » des marchés et/ou de la Bourse, Dé-réglementation du marché du travail, Libéralisation du commerce, Réforme fiscale avec TVA sociale généralisée - c'est-à-dire « imposition illégitime et inégalitaire » appliquée à l'ensemble des classes sociales (notamment pour les classes moyennes et les classes sociales les plus pauvres qui payent subtilement « un micro-impôt » sournois sur les produits de « survie quotidienne » [Techniques néolibérales de l'Ecole de Chicago des « Pics fiscaux » insidieux pour les Pauvres et des « Boucliers fiscaux » pour les Riches]), Libéralisation des systèmes bancaires, Privatisation des terres, Libéralisation des mouvements de capitaux, Fermeture d'usines et de banques imposées par le FMI, etc. Mais surtout, sous l'égide de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale du Commerce, de la Réserve Fédérale US (FED) et du FMI, ces « réformes macro-économiques mondialisées » créent une conjoncture chaotique et extrêmement favorable aux banques internationales, aux multinationales US et UE et à une élite financière ultra-minoritaire (qui est aussi le plus souvent « oligarchie » gouvernementale du G8). De facto, sous couvert de priorités inter-gouvernementales, d'Accords Multilatéraux [pseudo-altruistes] (et souvent bilatéraux souterrains et sulfureux) et de « bonne gouvernance démocratique et humanitaire planétaire », les méga-institutions bureaucratiques de réglementation, de gestion et de police du G8 et de l'ONU agissent dans l'ombre pour les intérêts absolument prioritaires de puissants groupements économiques, financiers et militaires à la solde d'une « élite fasciste mondialisée » qui est toujours localisée curieusement dans les capitales du G8. Selon les nouvelles règles édictées par l'OMC [notamment à partir de 1995] et par de nombreux « accords » (bilatéraux, multilatéraux, « ad hoc », etc.) - souvent plus ou moins confidentiels et/ou secrets entre Etats -, de nombreux droits d'exception, d'impunité et de préférence ont aussi été garantis subtilement pour les grandes banques, pour les multinationales, pour la minorité d'élites la plus riche de la planète ainsi qu'à certains grands Etats fédéraux privilégiés (qui sont normalement au dessus des lois internationales) du G8 et de l'OCDE (bien évidemment, nous pensons ici aux Etats-Unis et à un certain pays « fascisant » et « fortement aligné sur les USA » du Nord-Ouest de l'Europe). De surcroît, dans les pays de l'hémisphère Nord - notamment aux Etats-Unis - les appareils militaires, les appareils sécuritaires et les appareils du Renseignement (CIA, NSA, OTAN, etc.) sont en relation dynamique et constante avec les grandes institutions macro-économiques de la gouvernance mondiale (FMI, Banque mondiale, FED, etc.) avec lesquelles ils coordonnent systématiquement leurs actions militaires, sécuritaires, médiatiques et policières. Les méga-programmes des complexes militaro-industriels (principalement US, UK et UE) ainsi que les grands conglomérats pétroliers sont synchronisés par la Maison Blanche qui répercute à son tour ses ordres sur la FED et l'OTAN. Pour les attaques stratégiques US, pour les débarquements coloniaux US, pour les bombardements lourds US, pour la « reconstruction des pays bombardés » par les Etats-Unis ou encore pour le « maintien de la paix » dans les pays au préalable sous occupation militaire US, l'Otan à son tour doit se coordonner stratégiquement avec les interventions « caritatives » et « oblatives » de la Banque mondiale, du FMI et de l'OTAN (par exemple, avec la supervision souterraine des « groupes sunnites » pour déstabiliser ou empêcher toutes risques

« implantation de régimes nationalistes arabes modérés, pacifiques, voire - pire - démocratiques ». De manière concrète et pragmatique, tout ce petit « monde néo-colonial et pré-mondialiste [national-mondialiste ?] » - qui compose les premiers rouages embryonnaires du futur « Gouvernement mondial pro-US » - doit parfaitement être cordonné pour re-coloniser « pacifiquement » [pas toujours] de nombreux pays jusqu'« alors imperméables aux anciennes formes - devenues aujourd'hui « obsolètes ou inopérantes » - de colonisations traditionnelles. C'est ainsi que - d'une manière somptuaire - la « libération néo-libérale du commerce » a permis de fluidifier les ventes d'armes du G8 - qui ont littéralement explosées. Par ailleurs toutes les contrebandes étatiques plus ou moins protégées activement par les « services secrets » et par le « secret défense » ont elle-aussi littéralement doublé - re-stimulant ainsi les ventes de centrales nucléaires et de matériels nucléaires sensibles - ou « duales » - des pays du Nord (qui sont accessoirement les plus « grands proliférateurs » d'armes et de matériels nucléaires de la planète) vers de nombreux pays du Sud et de l'Est. De plus, rien qu'au Etats-Unis, le nombre de milliardaires est passé de 14 en 1982 à environ 600 en 2007. Quant au butin amassé par les élites corrompues et pseudo-démocratiques des pays pauvres du Sud et du tiers-monde, celui-ci est aujourd'hui évalué à environ 1000 milliards de dollars US - dont la majeure partie est placée secrètement sur des comptes numérotés ou sur des comptes anonymes dans les 70 paradis fiscaux et judiciaires protégés résolument par le G8 et l'OCDE qui en bénéficient indirectement ou par procuration (avec environ 30 ou 40 % de ces fortunes illégales qui ont placées le plus souvent en Suisse et au Luxembourg - c'est-à-dire en Europe). Dans le Sud, l'Est et le Nord, une minorité sociale s'enrichit ainsi au détriment des peuples de plus en plus appauvris. Ce « Nouvel Ordre Financier Mondial » tire donc profit à la fois de l'exploitation de la nature et des populations : il développe simultanément et intentionnellement l'apartheid social, il menace les fragiles conquêtes des femmes et surtout, il précipite la plupart des pays du Sud dans des confrontations « fratricides » entre nationalités, entre ethnies et entre confessions religieuses (via les « actions de déstabilisation ciblées » des services secrets des pays du Nord qui usinent des manipulations spécifiques adaptées aux « failles ethniques, religieuses ou confessionnelles » de chaque pays). La concentration accrue des hauts revenus et de la richesse (principalement dans le Nord mais aussi « résiduellement » dans le Sud) a ainsi permis une forte croissance de l'économie de luxe : voyages touristiques transnationaux somptuaires, méga-hôtels pharaoniques, loisirs « richissimes », automobiles du luxe, électronique de confort et du jeu, Téléphones portables « high tech » et GPS pour la vie de tous les jours, culture du drive-in bâtie autour de la voiture, culture du duty-free bâtie autour de l'avion, etc. En fait, les petites poches de super-privilegiés et de « nantis de haut vol » vivant luxueusement dans les pays riches, les élites des pays endettés, les membres corrompus des anciennes nomenclaturas d'Etat des pays de l'Est, les nouveaux hommes d'affaires Est- et Sud-Européens, etc. sont quasiment les seuls bénéficiaires de ces évolutions oligarchiques et bien peu démocratiques. Par ailleurs, au-delà des classiques rentrées spéculatives de la Bourse, une récente économie de rente s'est ainsi mise en place pour une « nouvelle élite de troisième niveau » (au-delà de l'élite financière et de l'élite gouvernementale) des pays riches : centrée sur le secteur des services, cette élite très récente aspire les méga-profits des industries du Nord mais aussi et surtout les nouveaux méga-profits des industries du Sud au travers de la sur-multiplication des versements de redevances des brevets industriels, des droits de la propriété intellectuelle et des nouveaux droits industriels d'utilisation des technologies américaines, européennes et japonaises les plus récentes (utilisées depuis peu par les pays du Sud). La haute rentabilité des « hautes technologies » de la post-modernité est ainsi fondée en grande partie sur la « financiarisation » des savoirs industriels hautement spécialisés et ultra-confidentiels (au travers du « monnayage » des brevets, des droits de propriété intellectuelle pour les logiciels, pour l'industrie, pour les médicaments, des « Conceptions Assistées » des produits, des « Recherches & Développement », etc.) De surcroît, toutes les transactions spéculatives - notamment sur le marché des valeurs mobilières de Wall-Street (New York) et de la City (Londres) - se chiffrant en milliards de dollars - sont très souvent défiscalisées par ré-injection spontanée et extra-fiscale des bénéfices vers des milliers de comptes anonymes dans les 70 paradis fiscaux et judiciaires. Accessoirement, ces énormes fuites supra-légales et méta-fiscales de capitaux réduisent les investissements de productivité et de recherche pour de nombreuses entreprises qui doivent fermer, réduisent massivement les recettes fiscales des pays, provoquent la compression des programmes sociaux, sanitaires et éducatifs de tous les pays - notamment pour les classes sociales les plus défavorisées ou encore accélèrent le creusement des déficits institutionnels et de la dette publique des Etats - de plus en plus en faillite « feutrée » et « larvée » (notamment avec des dettes publiques « abyssales » notamment aux Etats-Unis et en Europe). La misère et la grande pauvreté en forte croissance dans le tiers-monde, l'aggravation du chômage mondial (avec plus d'un milliard de chômeurs officiellement) et l'explosion caricaturale des inégalités sociales en Europe occidentale [dont très visiblement en France actuellement] comme en Amérique du Nord n'ont permis en aucun cas de valider les promesses mensongères et perverses des hérauts narcissiques du néolibéralisme - via une progression globale de l'humanité que ce soit sur les plans sociaux, économiques, alimentaires ou pacifiques. A l'orée du XXI<sup>e</sup> siècle, les techniques de re-colonisations des nations pauvres du Sud et de l'Est par les pays du G8 passent - au-delà des traditionnels et toujours très performants moyens d'invasions militaires [comme en Irak ou en Afghanistan] - par [d'une manière novatrice] la main-mise tout bonnement financière sur les moyens de production, sur la main-d'œuvre et sur les infrastructures industrielles et logistiques de ces pays. Ces techniques néo-coloniales sont toujours opérées généralement par les mêmes méga-sociétés financières du G8 ou encore via les diktats bancaires (mais aussi pseudo-juridiques, paramilitaires, administratifs, etc.) imposées par la FED, la BM ou le FMI à tous ces pays mis opportunément et intentionnellement en difficultés, en faillite ou en surendettement. Les thérapies « noires » du FMI appliquées aux 150 pays pauvres du Sud et de l'Est, l'écroulement de l'Etat-providence - et surtout de l'Etat social -, la poursuite d'une politique monétariste reagan-thatchérienne appliquée non seulement aux pays en voie de développement mais aussi

aux pays industrialisés ainsi que les grandes réformes structurales appliquées aux pays de l'OCDE (qui sont en fait des « Plans d'Ajustement Structurel » feutrés !) contribuent à plonger l'économie mondiale dans une récession potentiellement irréversible. Les disparités de revenus et de styles de vie entre les « riches » et les « pauvres » ont atteint des niveaux sans précédent : En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, l'humanité compte six milliards et demi de personnes - dont plus de cinq milliards qui vivent dans des pays pauvres. En outre, les nations riches - soit environ 15 % de la population (en incluant les opulents États pétroliers du Golfe) - contrôlent près de 80% du revenu mondial. Environ 60 % de l'humanité vit dans les pays dits « à revenu faible » et une masse de pas moins de trois milliards d'êtres humains dispose de 6,5 % du revenu total, soit moins que le PNB de la France et de ses territoires d'outre-mer ! Quant à l'Afrique subsaharienne, avec une population d'environ 700 millions de personnes, elle dispose de moins de 2 % du revenu mondial. Les plans de stabilisation macroéconomique et les « programmes d'ajustement structurel » mis au point par le FMI et la BM à la fin des années 70 représentent un « puissant instrument de remodelage colonial » qui affecte la vie de plusieurs milliards de personnes à l'intérieur des 150 pays en développement où le FMI et la BM ont appliqué leurs remèdes « létaux » (principalement après la crise de la dette qui a commencé au début des années 80). Ce même mélange explosif et « faillitogène » d'austérité budgétaire, d'ouverture des frontières, de privatisation des « ex-entreprises nationalisées » du Sud ainsi que leur rachat par les multinationales du Nord a été ainsi appliqué dans plus de 150 pays endettés du tiers-monde et de l'Europe orientale. Véritablement « percutez » violemment par ces politiques macroéconomiques d'ajustement, ces pays perdent toute souveraineté économique et tout contrôle sur leur politique fiscale et monétaire. Leurs Banques centrales et leurs ministères attenants (Finances, Economie, Travail, etc.) sont littéralement déstructurées, voire quelquefois démontées. De nombreuses institutions vitales de l'Etat disparaissent, remplacées par des « tutelles » économiques, financières et administratives - qui sont mises en place par les Hauts fonctionnaires de la BM et du FMI. Dans chaque pays soumis aux PAS, aux IDE, aux Aides Publiques au développement, aux Méga-crédits hautement conseillés ou aux Accords multilatéraux, un véritable « gouvernement parallèle » est constituée par les organisations financières internationales dans les pays néo-colonisés sans qu'il ait aucun mandat électoral ni validation préalable des citoyens de ces mêmes pays ; Quant aux pays en développement qui ne se conforment pas aux diktats du FMI ou de la BM, ils risquent la suppression immédiate des aides habituelles qu'ils recevaient jusqu'alors (Suppression des Aides publiques au développement, Arrêt des Facilités de remboursement pour leurs méga-dettes, Suppression des accords militaires, Stigmatisation dans différentes « listes noires » de notation internationale, etc.). La mise en application des « Programmes d'ajustement structurel » dans un grand nombre de pays endettés favorise plutôt la « mondialisation » une politique macroéconomique pro-G8 » placée sous le contrôle direct du FMI et de la Banque mondiale. Ce système néo-colonial &oeuvre au nom d'intérêts oligarchiques puissants - dont ceux du Club de Paris, du club de Londres et du G8. Mais ces intérêts sont totalement antinomiques des intérêts économiques et démocratiques de ces petits pays nouvellement inféodés. Cette nouvelle forme de domination, que l'on peut appeler « néo-colonialisme de marché », subordonne peuples et gouvernements à des jeux faussement anonymes et à des manipulations délibérées des forces du marché à l'échelle planétaire. Les PAS du FMI et de la BM et les IDE [Investissements directs à l'étranger] des entreprises multinationales ont joué et jouent toujours un rôle primordial dans la « dilution » catastrophique des économies nationales des pays endettés. Les PAS et les IDE opèrent ainsi ensuite à « re-inféoder » organiquement toutes les institutions « nationales » de ces pays dans l'état intrusif et « préemptif » du « carcan néo-libéral ». Sous couvert d'ajustement, les réformes macro-économiques du G8 impliquent ainsi très efficacement la « dilution avancée » de l'ensemble des structures de gouvernance, de production et de consommation des pays re-colonisés néo-libéralement. Sur le terrain de la guerre géo-économique, la contraction des revenus réels provoque ainsi la baisse des coûts de main-d'œuvre ainsi que le déclin des niveaux de consommation. Pour ce « système de re-colonisation » mis en place par le G8, la pauvreté, les faibles salaires, la main-d'œuvre bon marché ou encore la réduction des coûts de production deviennent donc d'authentiques instruments coloniaux qui permettent à la fois de fragiliser de manière préparatoire ces pays (par et pour les IDE des transnationales par exemple) et surtout de redynamiser la production et le commerce mondial - qui profite électivement au bien-être essentiel et prioritaire des pays du Nord et du G8. Etat des lieux catastrophique pour les résultats sociaux, humains et sanitaires de la « Mondialisation et du Néolibéralisme en 2008 » Avec ce bilan conjoncturel de terrain, on constate que la concentration excessive de la richesse à une élite au détriment de 80 % des masses de la planète engendre un véritable génocide « feutré » de l'humanité - imputable au « nouvel ordre néo-libéral mondial » - avec de plus en plus d'injustices, de pauvreté, de faim, de pandémies, de guérillas, d'effondrements entiers de groupes sociaux, etc. Accessoirement et tangentiellement à ce constat sulfureux, l'actuel processus de re-militarisation de la planète est complètement passé sous silence ; De facto, les inégalités « in vivo » et « in situ » se sont accrues considérablement durant ces trois dernières décennies en contradiction complète avec l'idée selon laquelle la globalisation néo-libérale et la libéralisation économique devaient à la fois créer un monde équitable, un monde meilleur et un développement durable - générateurs de progrès principalement pour les 150 pays en développement. Paradoxalement, on constate, en 2008, qu'il y a beaucoup plus de pauvres et que ceux-ci se sont considérablement appauvris alors même que la richesses globale a considérablement augmenté. Ainsi, selon le PNUE, l'économie mondiale a dans l'ensemble connu une expansion considérable au cours des 30 dernières années. Le produit brut mondial a plus que doublé passant de 14 300 milliards de dollars en 1970 à environ 31 000 milliards de dollars en 2000 - selon les estimations de la Banque mondiale en 2001. Mais, malgré la croissance économique mondiale « apparente », l'écart entre les riches et les pauvres s'est élargi à la fois entre les pays développés et les pays en développement et surtout à l'intérieur de l'ensemble des pays, en particulier en Amérique latine et en Afrique subsaharienne (PNUD, 2001). En fait, les revenus par habitant n'ont quasiment pas augmenté dans la plupart des régions, à l'exception de ceux de l'élite en l'Europe et en l'Amérique du Nord. 3000 millions (ou 3 milliards) d'habitants de la planète doivent

actuellement se contenter de 2 dollars par jour pour survivre (sous-vivre ?). 1,2 milliard d'entre eux ne disposent que d'un dollar par jour pour survivre ; Au passage, notons que pour les opulentes, oligarchistes et fascisantes méga-institutions multilatérales de la « Mondialisation néo-libérale » qui procèdent à leurs merveilleuses manipulations statistiques dans le cadre de leurs minutieuses études annuelles sur la « pauvreté dans le monde », leurs choix de critères - particulièrement arbitraires et manipulatoires - qui visent à fixer les seuils « supérieurs » de la « pauvreté » et de la « grande pauvreté » mondiale (par exemple, fixation « imbécile » d'un revenu-test par habitant d'un dollar [US !] par jour, critères « de l'Indice de Pauvreté Humaine », Critères de « l'Indice de Développement Humain », etc.) - ne sont absolument pas fondés. Car, implicitement, les populations des pays en développement - qui vivent avec un « revenu » par habitant de deux, trois, quatre ou cinq dollars par jour - ne sont ici volontairement pas inclus ! Alors que ces sommes ridicules [libellées pourtant en dollars US] - qui ne permettraient même pas de se payer un café en face de la Bourse de Wall-Street ou dans le très joli bar du hall de la Banque mondiale (&hellip;) - ne sont absolument pas en mesure de permettre à ces plusieurs milliards d'indigents d'assumer leurs besoins essentiels et vitaux (notamment sanitaires, alimentaires, éducationnels, etc.). Sans compter les problèmes souvent irréversibles de logement. Les estimations de la pauvreté menées par la Banque mondiale, le FMI et les Nations Unies sont ainsi volontairement confinées « en vase clos » dans les vastes bureaux lumineux et climatisés de Washington et de New York, bien en deçà des tragiques réalités contemporaines des Tiers-mondes. Plus encore, le PNUD affirme aujourd'hui que le taux de mortalité infantile aurait baissé du tiers - notamment en Afrique subsaharienne ; A contrario, sur le terrain, toutes les évaluations cliniques (ou non statistiques !) confirment pourtant que la pauvreté s'est considérablement accrue (bien en-dessous des seuils atteints dans les années 60 au moment de la décolonisation de ces mêmes pays). En outre, la plupart des programmes de santé publique se sont normalement effondrés - via notamment les conséquences des applications des PAS dans le Tiers-monde où les services sociaux et les services de santé ont été volontairement désarticulés. Par des manipulations flagrantes des statistiques sur les revenus, sur les diverses formes de pauvreté, sur les pandémies, sur les taux de mortalité, sur la pollution, etc. les méga-institutions multilatérales du G8 omettent ainsi géo-médiatiquement de représenter les vrais résultats catastrophiques du néo-libéralisme dans les pays en développement - notamment en présentant idéologiquement ces résultats comme des conséquences résiduelles, très localisées ou encore non liés aux politiques néo-libérales des PAS et des autres processus gigantesques d'endettement des pays pauvres. Actuellement, 3,5 milliards d'habitants des pays à faible revenu se partagent moins de 20% du revenu mondial, tandis que le milliard d'habitants des pays développés et opulents du Nord s'en partagent 70 %. De plus, le rapport entre le revenu dans les pays où habitent les 20% les plus riches de la population mondiale et celui des 20% les plus pauvres s'est encore accru, passant de 30 à 1 en 1960 à 60 en 1990, à 74 en 1997 et à 80 en 2007 ; Ce « bilan mondial actuel de la pauvreté en 2007 » est de ce fait monstrueux et accablant pour les pays du Nord qui ont validé le déploiement de ces nouveaux fascismes économiques et financiers habillés dans la sulfureuse et pré-martiale idéologie néo-libérale. Chaque année, neuf millions de personnes meurent de faim ou de malnutrition, plus d'un milliard d'êtres humains n'a pas accès à l'eau potable actuellement et plus d'un milliard de personnes vivent dans la misère extrême avec moins d'un dollar par jour. Près de 50% de la population mondiale vit avec moins de deux dollars par jour. Entre 50 000 à 100 000 personnes meurent chaque jour de causes liées à la pauvreté. L'Afrique consacre en moyenne 14 \$ par personne et par jour au service de la dette (in fine pour rembourser les prêts notamment au FMI, à la Banque mondiale, etc.) et seulement 5 \$ aux soins de santé. Environ 30 000 enfants de moins de cinq ans meurent - chaque jour - de causes telles que la rougeole, le paludisme, les maladies diarrhéiques, les pneumonies, le SIDA, etc. (dont un total annuel de 11 000 000 d'enfants de moins de cinq ans qui meurent donc chaque année de causes évitables) ; Mais, heureusement, pour le 1 % de l'élite mondiale la plus riche des pays du Nord, il y a beaucoup plus de millionnaires et de milliardaires en 2008. De plus, ceux-ci se sont très fortement enrichis depuis une quinzaine d'années : dans ce sens, on compte un total d'environ 10 millions de millionnaires dans le monde et, pour la première fois depuis 1999, les avoirs et actifs qu'ils détiennent ont enfin enregistré une croissance à deux chiffres. En cumulé, ces « avoirs » ont atteint 40 000 milliards \$ US en 2007 [soit une augmentation de 12 % par rapport à l'année précédente].

Conclusions En fait, les gouvernements du G8 ainsi que les élites supra-étatiques et surpayées du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC nient sciemment la hausse catastrophique de la pauvreté mondiale. Les réalités sociales de terrain sont camouflées, les statistiques officielles sont manipulées et les concepts économiques sont intentionnellement et millimétriquement dénaturés. L'opinion publique est bombardée par les médias (ainsi que par leurs frères incestueux - qui sont les « médias atlantistes ») avec des images fausses, très subjectives et très localisées de la croissance, de la prospérité et du « bien-être néo-libéral » à travers le monde. L'économie globalisée est visiblement « florissante » pour une élite d'Etats facilement identifiables (qui sont gouvernés eux-mêmes par une toute petite élite fasciste et ultra-conservatrice) sous l'impulsion des réformes du « libre marché » et des centaines de « Plans d'ajustement structurel » appliqués autant aux pays riches qu'aux pays pauvres. Depuis les années 60, tous les programmes internationaux sur le « développement » se sont avérés à chaque fois plus alarmants et encore plus intolérables - incapables de bâtir une coalition mondiale de lutte contre la pauvreté : en toute logique, les résultats obtenus - notamment jusqu'à aujourd'hui fin 2007 - pour soulager la misère de plus de la moitié de l'Humanité se sont soldés par un échec - mettant le monde de plus en plus dans une situation d'extrême urgence et de risques d'une guerre mondialisée. Les pays en développement qui se sont ouverts au marché mondial connaissent aujourd'hui une croissance bien plus lente qu'avant la funeste ouverture au néolibéralisme. Les indicateurs sociaux - qui étaient relativement améliorés entre 1950 et 1985, commencent aujourd'hui à se détériorer dans la plupart des pays - notamment du Sud et de l'Est. Nous assistons ici à un phénomène inédit dans la longue et déjà douloureuse histoire économique et fasciste de l'humanité : celui d'une paupérisation mondialisée et généralisée qui côtoie paradoxalement et

intentionnellement un monde de richesses aberrant et choquant. Le néo-libéralisme - qui est un système avancé de production déshumanisée, de consommation inégalitaire, d'accumulation de richesses au profit sélectif d'une élite d'individus et d'Etats et d'exploitation circulaire et avilissante des travailleurs - organise ainsi - simultanément et en toute impunité - l'économie mondialisée de la rareté, de la privation et la souffrance. Si le « système néo-libéral » fonctionnait démocratiquement, tous les hommes devraient bénéficier de ses retombées économiques, financières et sanitaires. Mais, de facto, ce perfide système « idéologique » se doit - pour le bien-être de l'oligarchie - de produire en même temps des richesses réservées à une infime élite planétaire et des inégalités sociales de masse pour assurer sa pérennité et sa permanence ! Car il se nourrit - de manière délétère - des inégalités de masse, de la concentration sélective des richesses et des tous nouveaux droits « extra-judiciaires et extra-légaux » accordés préférentiellement aux banques, aux multinationales, aux paradis fiscaux [et judiciaires] et aux institutions d'Etat les plus criminelles et les moins représentatives du G8. De manière impériale et pharaonique, les pays riches du Nord continuent aujourd'hui - plus que jamais - de piller les ressources stratégiques planétaires (notamment des pays en développement), d'exploiter la main d'œuvre des populations autochtones des pays pauvres et surtout d'imposer « une nouvelle gouvernance néo-coloniale mondiale » en fonction de leurs propres intérêts monétaires, financiers et militaires.

Tangentiellement et hors toute médiatisation, ces mêmes pays riches sont engagés dans une course éperdue aux armements pour parer un risque potentiel de troisième guerre mondiale (qui pourrait être « réactionnelle » et consécutive au néo-libéralisme comme pour la deuxième guerre mondiale qui fut un « sursaut réactionnel » au libéralisme engagé dans l'entre-deux-guerres - notamment principalement par les Anglais et les Américains) en s'appuyant sur les bases très idéologisées - le plus souvent auto-fabriquées, instrumentalisées et hyper-médiatisées - de la menace terroriste mondiale. L'exportation des politiques macro-économiques du G8 a donc pour effet d'accroître la précarité des travailleurs, de concentrer la richesse sur une élite, de briser les protections sociales, d'écumer les Pays en développement de plus en plus dépendants, de brader le patrimoine nationalisé des Etats du Sud par des privatisations intempestives, de consacrer les ressources publiques de la plupart des Etats à des dépenses « rentables » [notamment militaires, sécuritaires, etc.] pour le « capital » ou encore de détruire les environnements climatiques et écologiques les plus vulnérables. Pour conclure d'une manière prospective, nous pouvons faire un constat final dramatique pour le prochain quart de siècle. Au-delà du néolibéralisme actuel, si l'on fait une projection matricielle et chronologique du « chaos socio-politique mondial contemporain » - qui est actuellement en pleine mutation involutive et régressive - sur une « structure systémique de type pyramidal », on découvre - d'une manière sidérante - quel est le véritable objectif secret des mathématiciens-futurologues, des statisticiens et des analystes de la BM, du FMI et de la FED pour 2025/2030 : Tous ces braves fonctionnaires - très bien payés et particulièrement déshumanisés - ne visent rien de moins qu'à la mise en place finement calculée et hautement planifiée d'une « mondialisation de la pauvreté ». Cette « mondialisation de la pauvreté » - qui touchera 85 à 90 % de la population mondiale dans le cadre d'une « argentinisation progressive » - sera couplée parallèlement au renforcement logique d'une oligarchie très minoritaire et extrêmement riche qui comprendra moins de 10 % de la population totale mondiale. Globalement, en 2025/30, ce « Meilleur des Mondes » se composera d'une masse de 10 à 11 milliards de pauvres et d'une élite d'un milliard de « nantis », de riches et d'hyper-bourgeois. Cette élite devra cependant se « barricader » dans les institutions tyranniques d'un gouvernement mondial [dictature « feutrée » ou ouverte] dans lequel elle aura le contrôle total de l'exécutif et du législatif (ce qui est déjà partiellement le cas actuellement pour les pays du G8). En 2025 ou 2030, nous aurons ainsi d'une manière prospective :

- D'un côté, à la base de la « Pyramide Socio-hégémonique Mondiale », nous aurons une « argentinisation mondiale des masses civiques ». En 2025/30, les masses civiques pauvres et très pauvres de la planète seront ainsi majoritaires à 80 % en additionnant les classes sociales pauvres non solvables (40 %) et les 40 % de classes moyennes (qui seront de moins en moins solvables dans l'avenir). La projection pyramidale et systémique de cette « argentinisation mondiale des 80 % de citoyens » - en analogie avec la paupérisation « localisée » des citoyens argentins en 2001 ainsi qu'avec l'effondrement « structurel » (« Plans de Dé-ajustement Structurel » testé en Argentine ?) de l'Etat argentin (qui était noté comme « meilleur élève de la Mondialisation » par le FMI jusqu'en 2001 !) - correspondra approximativement à la projection pyramidale et systémique du « chaos socio-politique des masses civiques contemporaines ». Mais, la projection de 2025 sera à la fois socialement beaucoup plus inégalitaire, définitivement stabilisée en deux classes sociales antinomiques (Les « Très Riches » et les « Très Pauvres ») et surtout complètement aberrante sur le plan démocratique. Actuellement, cette pyramide est déjà bien visible : nous avons une première tranche statistique de 50 % de la population mondiale pauvre et très pauvre qui correspond au « rejet flagrant en dehors de l'humanité » de 3 milliards d'humains [très pauvres et non solvables] qui vivent à peu près avec 2 dollars US par jour (&hellip;) Actuellement, ce rejet « flagrant » de 50 %, voire de 55 % d'êtres humains - correspondant au chiffre accablant de 3 à 3,5 milliards de personnes très pauvres (qui seront 4 milliards environ en 2030 avec 40 % des classes pauvres et très pauvres) doit être additionné avec une autre tranche de 30 % à 35 % de population - qui correspond aux classes sociales moyennes actuelles [Encore temporairement solvables avec - environ - 2 à 2,2 milliards d'humains]. En effet, en Argentine - qui est dans un des principaux laboratoires expérimentaux-test des premiers « rouages néo-coloniaux » du Gouvernement Mondial - où « médications néo-libérales drastiques » et « ajustements structurels imposés » ont massivement été appliqués - environ 55% de la population est tombée au-dessous du seuil de pauvreté à partir de 2001... Aujourd'hui encore, à la fin 2007, il reste dans ce pays un socle irréductible et dramatique de plus de 40 % à 45 % de pauvres et d'indigents.
- Puis, - de l'autre - au sommet de la Pyramide Socio-hégémonique Mondiale, nous avons une « hyper-bourgeoisie » très minoritaire et à très haut pouvoir d'achat (15 % du camembert ou de la pyramide statistique totale) qui est composée d'environ 13 % à 14 % d'hyper-bourgeoisie industrielle et de 1 à 2 % d'aristocratie d'Etat, de noblesse gouvernementale et de la super-élite boursière et

financière (in fine « initiée »). Rivée au sommet de la « Pyramide Hégémonique Mondiale » du néo-libéralisme, cette oligarchie transnationale pilote - de facto - toute la vie économique, financière, entrepreneuriale et gouvernementale de la planète avec &ndash; enclavée en creux une super-élite gouvernementale de 7 ou 8 millions de décideurs gouvernementaux (Hyper-élites gouvernementales, PDG, Très Hauts fonctionnaires des grandes institutions transnationales, Très Hauts-cadres bénéficiant de salaires et de primes « pharaoniques » [stock options en sus !] - soit moins de 2 % de l'humanité). Ainsi, cette élite ainsi que cette super-élite (composant de facto les deux seules classes hyper-privilégiées de l'oligarchie mondiale au pouvoir) - contrôlent déjà 70% des brevets scientifiques mondiaux, 90% des flux financiers planétaires - avec environ 300 millions d'actionnaires et 80% du capital boursier mondial&hellip; Par ailleurs, cette même oligarchie composera l'autorité gouvernementale centrale [Exécutif planétaire de type despotique] quand le « Régime dictatorial planétaire » sera installé. Celui-ci sera structuré par des méga-ministères [ou des Méga-directorats planétaires] boursiers, financiers, militaires, industriels, etc. Les premiers rouages de ce « Gouvernement Mondial » sont d'ailleurs déjà opérationnels avec la BM (Ministère mondial de l'économie), le FMI (Ministère mondial des Finances), l'OTAN (Ministère mondial de la défense), le G8 (Le conseil mondial des Ministres), l'UNESCO (Ministère mondial de la Culture), l'OMS (Ministère mondial de la Santé), l'OIT (Ministère mondial du Travail et de l'Emploi), l'OMC (Ministère mondial du Commerce), La CIA (Ministère mondial du Renseignement), la DIA (Ministère mondial des Forces Spéciales), l'ONU (le Parlement « fantoche »), etc. Extrait de « LE LIVRE NOIR DE LA MONDIALISATION NEOLIBERALE », Christian Nots, A paraître en 2008.